

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
DE SECURITE



Distr.  
GENERALE  
S/4024  
11 juin 1958  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

LETRE EN DATE DU 11 JUIN 1958 ADRESSEE AU PRESIDENT DU  
CONSEIL DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT DE L'INDE

Comme suite à la lettre No 144/FR de ma délégation, en date du 1er mai 1958 (S/3999), j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de me référer à la lettre que le représentant permanent du Pakistan auprès des Nations Unies a adressée le 6 mai 1958 au Président du Conseil de sécurité au sujet de l'arrestation du Cheik Abdullah, et de déclarer que cette lettre est un nouvel exemple de la campagne de déformation systématique des faits et de dénigrement que le Pakistan a menée contre l'Inde au cours des onze dernières années.

2. Le Cheik Abdullah a été arrêté à 23 h. 15 dans la nuit du 29 avril, à Sowra, village situé à six milles de Srinagar, par le chef de la police du district, porteur d'un mandat d'arrêt délivré conformément à la section 3 (1) (A) (III) du Preventive Detention Act de l'Etat de Jammu et Cachemire. Le Gouvernement du Jammu et Cachemire a ordonné la détention du Cheik Abdullah parce que "le laisser en liberté était dangereux pour la sécurité de l'Etat". Il n'est pas possible à l'heure actuelle d'exposer dans le détail les raisons de la décision prise par le Gouvernement du Jammu et Cachemire d'arrêter le Cheik Abdullah, étant donné que les tribunaux du Cachemire sont saisis d'une affaire de conspiration qui met en cause environ 21 personnes et que la plupart des griefs reposent sur les éléments de preuve qui seront produits à l'audience et sont par conséquent à la disposition exclusive des tribunaux. On peut cependant indiquer que le Cheik Abdullah a donné abri dans sa propre résidence à des inculpés recherchés pour divers crimes, notamment pillages, incendies et meurtres, organisés et commis par des agents du Front du Plébiscite à Nazratbal le 21 février 1950. Un de ces inculpés a été arrêté dans la maison du Cheik Abdullah au moment de l'arrestation du Cheik Abdullah lui-même. Dans l'affaire de conspiration susmentionnée, le Ministère public (le Gouvernement du Jammu et Cachemire) soutient que, depuis l'arrestation et la détention du

Cheik Abdullah en août 1953, "lui, ses parents et relations, notamment certains des accusés, ont décidé de renverser le Gouvernement de l'Etat établi par la loi et, à cet effet, de s'assurer l'appui et la coopération d'agents et de fonctionnaires du Pakistan. Pour atteindre cette fin, les accusés ont, du 9 août 1953 au 29 avril 1950, entre eux et avec d'autres personnes identifiées ou non, à Srinagar et en divers autres lieux, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du territoire de l'Etat, conspiré pour renverser, par l'emploi criminel de la force ou la menace criminelle de recours à la force, le Gouvernement de l'Etat".

3. La détention du Cheik Abdullah et la poursuite des autres personnes impliquées dans l'affaire de conspiration sont des questions qui relèvent de la compétence exclusive du Gouvernement du Jammu et Cachemire, Etat membre de l'Union indienne. Je suis chargé par mon gouvernement d'élever une protestation énergique contre la lettre en date du 6 mai adressée par le représentant permanent du Pakistan à Votre Excellence; cette lettre constitue une tentative patente d'immixtion dans les affaires intérieures de l'Etat de Jammu et Cachemire, qui fait partie intégrante de l'Union indienne, Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies.

4. La lettre du représentant permanent du Pakistan repose essentiellement sur l'assertion que le Cheik Abdullah n'avait pas la moindre intention de recourir à la violence ou de susciter des troubles dans l'Etat, mais qu'au contraire il avait souligné la nécessité d'une amitié hindoue-musulmane. Partant de ces prémisses, le représentant permanent du Pakistan a attribué divers motifs à l'arrestation du Cheik Abdullah. L'assertion qui sert de point de départ au représentant permanent du Pakistan est dénuée de tout fondement; cela ressort des extraits, reproduits ci-après, de dépêches de correspondants de presse étrangers, qui, au cours de fréquents voyages au Cachemire, ont pu se rendre compte par eux-mêmes de la situation réelle.

Manchester Guardian

11 janvier 1958 :

"Le Cheik porte à l'Inde un coup irrégulier qui la touche en un point très sensible, où la tension entre groupes religieux est telle qu'il suffit d'une éclipse intermittente de la vérité pour provoquer une déflagration. On peut se demander si c'est là une attitude raisonnable même pour un patriote. A quoi bon dire que 'les événements de 1947 ne doivent pas se reproduire' si c'est pour essayer ensuite de rouvrir une plaie à peine fermée."

Glasgow Herald

13 janvier 1958 :

"On peut toutefois se demander si le Cheik Abdullah a été bien inspiré de soulever la question religieuse. Comme il l'a dit, personne ne veut que les événements de 1947 se reproduisent. Mais insister sur les divergences qui existent entre Hindous et Musulmans est peut-être le meilleur moyen de provoquer le retour de pareils incidents."

New Statesman, Londres

31 janvier 1958 :

"Un trait assez nouveau et quelque peu regrettable est apparu dans ses discours, une tendance à soulever la question religieuse - cette 'inhibition' hindoue-musulmane que le Gouvernement de l'Inde s'est efforcé désespérément, de faire disparaître de la mentalité indienne non sans succès d'ailleurs, ... Son premier discours à Srinagar a été, dit-on, littéralement émaillé de citations de versets du Coran et prononcé dans une atmosphère qui rappelait celle des réunions religieuses de l'Inde avant le partage."

News Chronicle, Londres

1er mai 1958 :

"Il a également joué le jeu dangereux qui consiste à dresser les Musulmans contre les Hindous pour accroître le nombre de ses partisans - ce qui aurait pu finir par des luttes aussi sanglantes que celles du partage."

Manchester Guardian

1er mai 1958 :

"Il semble que les difficultés causées à l'administration par les inquiétantes activités du Cheik Abdullah aient atteint un point critique. Finalement, l'administration a décidé d'arrêter le Cheik pour épargner à la vallée une tension politique qui n'a aucune raison d'être."

5. Le Cheik Abdullah avait fait des déclarations visant à enflammer les passions religieuses et cherché à créer des conditions de désordre et d'illégalité et à appuyer l'action de subversion et de sabotage à laquelle se livre le Pakistan dans l'Etat de Jammu et Cachemire. A cette fin, le Cheik Abdullah avait commencé à rassembler de fortes sommes pour organiser une troupe de prétendus volontaires qui était le noyau d'une armée privée. Dans un discours prononcé au cours d'une réunion publique à Srinagar en mars dernier, le Cheik Abdullah a usé de termes offensants pour le Premier Ministre de l'Etat de Jammu et Cachemire; lorsqu'une partie du public s'est retirée en signe de protestation, il a exhorté ses auditeurs à "tuer les traîtres s'il y en a parmi vous" et il a ajouté que ses Razakars (c'est ainsi qu'on désigne sa troupe militante de volontaires) étaient prêts à toute éventualité. Ses activités étaient bien connues au Pakistan et le Gouvernement pakistanais n'a cessé de les appuyer, comme le montre l'extrait du Journal "Dawn" de Karachi, daté du 8 mai, reproduit ci-après :

Dawn, Karachi

8 mai 1958 :

"On dit qu'une organisation clandestine - un maquis - pourrait ne pas tarder à se créer en Cachemire occupé pour défier l'autorité de Bakhshi. Le Cheik Abdullah avait envisagé une telle organisation dans le cadre de la lutte qu'il mène contre l'Inde en Cachemire occupé, mais ses plans n'étaient pas tout à fait au point lorsqu'il a été arrêté pour la deuxième fois."

Les correspondants étrangers l'ont également remarqué, par exemple celui du Daily Telegraph de Londres qui, le 3 mai 1958, écrivait :

"Même son armée privée, disent les partisans du Cheik Abdullah, est une troupe composée exclusivement de mercenaires payés 3 livres par mois, avec l'argent du Pakistan."

6. Il est notoire que la situation est normale dans l'Etat de Jammu et Cachemire malgré les efforts ainsi déployés pour créer du désordre. Vingt-cinq mille touristes ont déjà visité la vallée. Les restrictions qui frappaient depuis mars dernier les défilés et les réunions politiques pour lesquels l'autorisation du "magistrate" du district n'avait pas été préalablement obtenue ont été levées dans la plupart des localités. Les fêtes qui marquent le Festival de printemps ont commencé dans toute la vallée le 19 mai.

7. En dépit de ces faits, que confirment les témoignages d'observateurs indépendants, la presse et la radio du Pakistan ont diffusé des informations erronées et tendancieuses, afin de donner une idée fausse de la situation existant dans la Jammu et Cachemire; ces informations induisent l'opinion en erreur, augmentent la tension entre les Indiens et les Pakistanais et favorisent la psychose de guerre parmi les populations, comme on le verra d'après les extraits suivants :

"La dépêche reçue aujourd'hui de notre correspondant spécial à Srinagar ne donne guère à penser qu'il y ait des symptômes de désordres publics : toutes les boutiques étaient ouvertes aujourd'hui et leurs propriétaires s'employaient à attirer les touristes de la façon habituelle. Il n'y a pas de couvre-feu en ville et l'on ne constate aucun signe de tension apparente sinon une activité accrue des patrouilles de police armées."

(Telegraph, Londres, 2 mai 1958)

"A Srinagar, les membres du Front du Plébiscite ont organisé un vaste défilé dont les participants ont été chargés par la police de Bakshi à coups de bâtons ferrés; environ 300 personnes auraient été arrêtées en 24 heures, dont 76 dans la seule ville de Srinagar."

(Radio-Pakistan, 2 mai 1958)

8. Dans ma dernière lettre (No 144/PR) en date du 1er mai 1958 (S/3999), j'ai mentionné la campagne de haine et de calomnie que le Gouvernement pakistanais mène contre l'Inde, en violation de la résolution adoptée par le Conseil de sécurité le 17 janvier 1948. Le Pakistan a commis et continue à commettre de graves violations de cette résolution et de tous les engagements qu'il a pris. Il a envahi l'Etat avec ses forces armées régulières au mépris de ladite résolution. On mène constamment, parmi la population pakistanaise, une campagne de haine contre l'Inde, et les dirigeants du Pakistan, renonçant maintenant à toute modération, préconisent ouvertement la guerre et une nouvelle agression contre l'Inde. Les extraits ci-après montrent comment les autorités pakistanaises, coupables de violations flagrantes de la résolution du Conseil de sécurité en date du 17 janvier 1948, portent à nouveau atteinte à cette résolution et incitent à une nouvelle agression contre l'Inde.

Chaudhri Mohammed Ali, ancien Premier Ministre et  
Chef du Tehrik-e-Istekam-e-Pakistan :

"Nous ... enverrons nos forces armées porter pacifiquement secours au peuple du Cachemire, pour le protéger des indignités et des tortures qui lui sont infligées. En même temps, nous offrirons de conclure un accord de non belligérance avec l'Inde, pour assurer le peuple indien et le monde de nos intentions pacifiques."

(Pakistan Times, 7 avril 1958)

"Le conflit ouvert avec Bharat peut éclater dans un, deux, ou, au plus, trois ans, mais ce qui est certain, c'est qu'il aura lieu."

"Si vous évitez un conflit ouvert avec Bharat sur la question du Cachemire, vous devrez recourir à cette extrémité lorsque Bharat mettra fin à l'approvisionnement en eau de vos canaux après 1961."

M. Ali a déclaré que si la guerre devait éclater inévitablement au bout de trois ans au sujet de l'eau des canaux, il n'y avait pas de raison de ne pas la faire maintenant pour le Cachemire. Elle serait fort profitable aux peuples du Cachemire et du Pakistan, a-t-il ajouté.

(Dawn, Karachi, 3 mai 1958)

(M. Mohd. Ali) "s'est dit fermement persuadé que la guerre entre Bharat et le Pakistan était inévitable. Il n'y a que deux possibilités : combattre vaillamment ou mourir comme un lâche."

/...

"Il a déclaré être un homme réfléchi, qui ne se permettrait pas de parler inconsidérément ou de présenter une suggestion impraticable. A son avis, si le peuple pakistanais entreprend la djihad, il remportera certainement la victoire sur son ennemi qui, sans cela, n'acceptera pas un règlement juste et équitable des différends existant entre les deux pays."

(Dawn, Karachi, 10 mai 1958)

M. H.S. Suhrawardy, ancien Premier Ministre et Chef de la Awami League :

"Nous ne pouvons plus assister en spectateurs passifs à la tragédie dont est victime la population désarmée du Cachemire."

(Dawn, Karachi, 3 mai 1958)

M. I.I. Chundrigar, ancien Premier Ministre et Chef de l'opposition à l'Assemblée nationale :

"Nous autres Pakistanais ne serions rester sans rien faire alors que ceux qui veulent déposséder nos frères du Cachemire des droits fondamentaux de l'homme s'emploient à détruire toutes les institutions démocratiques."

(Dawn, Karachi, 3 mai 1958)

M. Malik Firoz Khan Noon, Premier Ministre du Pakistan :

"Le Cachemire obtiendra sa liberté non pas grâce à une aide extérieure mais par sa propre force interne. Bharat est un pays colonial 'brun' de la pire espèce. Aujourd'hui, en plein XXème siècle, il commet au Cachemire des actes auxquels aucune Puissance coloniale 'blanche' ne s'est jamais livrée."

(Dawn, Karachi, 10 mars 1958)

Le Premier Ministre a dit que dans sa lutte, le peuple du Cachemire aurait l'appui sans réserve du Gouvernement et du peuple pakistanais.

(Dawn, Karachi, 27 avril 1958)

Khan Jalaluddin Khan, Ministre d'Etat pour l'intérieur :

Khan Jalaluddin Khan, parlant hier à Karachi, a averti l'Organisation des Nations Unies et Bharat que si le différend relatif au Cachemire n'était pas réglé équitablement, "nous pourrions être contraints de verser notre sang pour la libération du Cachemire."

(Dawn, Karachi, 26 avril 1958)

Dr Jehangir Pervez, Organisateur du "Greater Pakistan Movement"

"Nous considérons les frontières actuelles du Pakistan comme artificielles et arbitraires."

"Nous estimons qu'une grave injustice a été commise contre le Pakistan et les Musulmans du sous-continent au moment du partage des anciennes provinces du Pendjab et du Bengale. Le défunt Quaid-i-Azam lui-même a dû reconnaître que la décision Radcliffe était mauvaise."

"Il faut redresser ce tort. C'est là que se trouve la solution de tous les maux du Pakistan."

"Nous nous attacherons avant tout à libérer l'Etat de Jammu et Cachemire. Après quoi, nous examinerons ce qu'il reste à faire."

(Dawn, Karachi, 8 avril 1958)

Khan Abdul Qayyum Khan, Président de la Ligue musulmane :

"La guerre est la seule façon de sortir du chaos au Cachemire."

(Dawn, Karachi, 6 mai 1958)

Rawalpindi, 26 mai : Le Président de la Ligue musulmane pakistanaise, Khan Abdul Qayyum Khan, a affirmé ici hier soir que la guerre avec Bharat était le seul moyen de régler le problème du Cachemire.

Khan Qayyum Khan a dit qu'il ferait tort à la nation s'il ne déclarait pas en termes catégoriques que seule la guerre contre Bharat peut résoudre le problème du Cachemire.

'Notre pause est juste et notre bon droit manifeste en ce qui concerne le Cachemire. Il n'y a aucune raison pour que nous ne gagnions pas la guerre contre l'Inde', a-t-il précisé.

(Dawn, Karachi, 27 mai 1958)

9. Je vous prie de bien vouloir faire distribuer la présente communication comme document du Conseil de sécurité et de la signaler à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

Veuillez agréer, etc.

L'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire,  
Représentant permanent de l'Inde auprès des  
Nations Unies

Signé : Arthur S. LALL